

Zuma : pourquoi le président sud-africain est sous pression ?

BBC Afrique, 13 février 2018 Le président sud-africain, Jacob Zuma (photo), est sous pression. Des membres importants de l'ANC, le parti qui l'a porté au pouvoir, lui demandent de démissionner. Ces derniers ont le pouvoir de démettre de la présidence sud-africaine. Mais qu'est-ce qui explique la situation politique actuelle en Afrique du Sud ?

La présidence de M. Zuma à la tête de l'Afrique du Sud a été marquée par plusieurs scandales de corruption. 14 juin 2005: renvoi de la vice-présidence pour une affaire de corruption Jacob Zuma était un leader charismatique et populaire dans son pays au moment où il est élu vice-président de Thabo Mbeki. Un poste qu'il occupera pendant six ans avant d'être démis de ses fonctions après son implication dans un procès pour corruption. Avant son départ de la vice-présidence, il était vu comme un potentiel successeur de Thabo Mbeki. Il a rejoint la lutte contre l'apartheid très jeune, en adhérant à l'ANC, l'African National Congress, et à son aile militaire. Jacob Zuma a été emprisonné pendant 10 ans à Robben Island avec Nelson Mandela. En 1997, il devient le vice-président de l'ANC, puis vice-président de l'Afrique du Sud en 1999. Son nom a été cité dans un scandale de corruption lié à une transaction portant sur l'achat d'armes d'une valeur de 30 milliards de rands (5 milliards de dollars) impliquant des compagnies européennes comme Thales. C'est finalement le conseiller financier de Jacob Zuma, Schabir Shaik, qui a été reconnu coupable de cette affaire de corruption et de fraude. 6 Avril 2009: deux semaines de gloire La course de M. Zuma pour la présidence sud-africaine a été rendue possible par l'abandon des charges de corruption sur le scandale de l'achat d'armes. Le procureur avait estimé, sur la base d'enregistrements d'une conversation téléphonique, que les accusations de 2007 étaient politiquement motivées. Le principal parti d'opposition avait dénoncé "un abus" du procureur. Jacob Zuma remporte finalement la présidentielle et succède à Thabo Mbeki, devenant ainsi le 3ème président de l'ère postapartheid. 31 Mars 2016: la belle et controversée présidence de Nkandla La Cour constitutionnelle sud-africaine a jugé que Jacob Zuma a violé la loi en refusant de rembourser les fonds de l'Etat utilisés pour rénover sa résidence privée de Nkandla. Les travaux de la résidence ont coûté 20 millions de dollars. En juin 2016, Jacob Zuma avait été condamné à rembourser à l'Etat un demi-million de dollars pour les travaux de rénovation de sa somptueuse demeure privée. Le montant a été fixé par le Trésor public sud-africain. Le président sud-africain Jacob Zuma s'était excusé en 2016 d'utiliser des fonds publics pour la rénovation de sa résidence privée. 13 octobre 2017: de vieilles accusations La Cour suprême sud-africaine a décidé en appel que Jacob Zuma devait faire face à 18 charges de corruption, fraude, racket et blanchiment d'argent, en rapport avec le scandale sur l'achat d'armes de 1999. C'est le parti d'opposition, l'Alliance démocratique, qui a interjeté appel devant un tribunal de Pretoria, exigeant que M. Zuma soit jugé. 13 décembre 2017: une commission d'enquête contre la corruption Un tribunal de Pretoria a ordonné que le président mette en place une commission d'enquête pour corruption, qui doit se pencher sur les accusations contre lui et ses proches. Ce qu'il a fait en janvier 2018. La constitution de cette commission d'enquête est l'une des recommandations de l'organisation chargée de la lutte contre la corruption en Afrique du Sud. M. Zuma a essayé de bloquer la procédure, ce qu'un tribunal a jugé illégal et a qualifié d'"abus" pour bloquer un rapport sur la corruption. Zuma et les Guptas: dans la plupart des affaires de corruption où il est impliqué, apparaît le nom des hommes d'affaires d'origine indienne, les Gupta, une riche famille. Ils sont accusés d'avoir utilisé leurs relations avec le président sud-africain pour influencer la nomination de membres du gouvernement et obtenir des contrats lucratifs avec l'Etat. Aussi bien Zuma que les Guptas démentent les accusations. 18 décembre 2017: Ramaphosa entre dans la danse Dans la course à la succession de M. Zuma, qui a passé 10 ans à la tête de l'ANC, Cyril Ramaphosa, le vice-président sud-africain, est sorti vainqueur. Il a gagné face à Nklozana Dlamini-Zuma, l'ex-épouse du président. Cette dernière a dirigé la commission de l'Union africaine. Elle avait le soutien populaire de Jacob Zuma, mais elle a perdu. M. Ramaphosa s'est présenté comme une figure opposée à Jacob Zuma et à sa gestion teintée de scandales de corruption. Et maintenant ? Il reste 14 mois à Jacob Zuma à la tête de l'Afrique du Sud, dont la constitution limite à deux le nombre de mandats. La prochaine élection présidentielle est prévue en avril 2019. Depuis que Cyril Ramaphosa a pris les rênes du parti au pouvoir, les choses semblent jetées pour Zuma et son camp. La pression contre lui a considérablement augmenté. Selon plusieurs médias sud-africains, le comité exécutif de l'ANC a demandé lundi au président de la République de démissionner. L'ANC va officiellement adresser au chef de l'Etat une demande, en vue de sa démission. Selon les médias sud-africains, Jacob Zuma aurait rejeté, durant ces derniers jours, des appels des responsables de l'ANC lui demandant de rendre son tablier alors que son mandat arrive à terme en 2019. Les responsables du parti ont la possibilité de recourir au vote de confiance au Parlement pour contraindre le président âgé de 75 ans à démissionner.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});